

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

125 rue Robert Schuman
BP 70053
cedex
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2022-943-rapport

Code AIOT : 0006301396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté La Repennelais 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- La Repennelais 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE
- Code AIOT : 0006301396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le fonctionnement de la sablière est autorisé par arrêté préfectoral du 21/01/2016 pour une durée de 30 ans.

L'extraction du sable se fait à l'aide d'une drague électrique à grappin positionnée sur le plan d'eau d'extraction. Les matériaux extraits sont transportés par convoyeur jusqu'à l'installation de traitement où ils sont criblés et lavés.

Les eaux chargées d'argile sont dirigées vers un bassin de décantation puis vers l'extrémité ouest du plan d'eau d'extraction.

Les zones visitées lors de l'inspection sont : l'accès au site au regard du lieu-dit La Sauvagère et les ateliers et équipements associés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accès au site,
- Prévention de la pollution des eaux,
- Suivis environnementaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
7	Volume des capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-V	/	Sans objet
9	Consignes en cas de pollution	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-X	/	Sans objet
14	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-I	/	Sans objet
4	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-II	/	Sans objet
5	Kits anti-pollution dans les engins	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-VII	/	Sans objet
6	Kits anti-pollution	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-III	/	Sans objet
8	Entretien des capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-V	/	Sans objet
10	Surveillance du ruisseau et des plans d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2	/	Sans objet
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.3	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2018, article 3.2.6.1	/	Sans objet
13	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.3.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat porte sur l'absence de clôture au niveau de la zone en cours d'exploitation. Pour ce constat, il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Lors de la visite réalisée le 20/10/2020, il avait été constaté : « En regard du lieu-dit La Sauvagère, il a été constaté sur une partie la présence d'une clôture à 4 fils de barbelés dont une zone est affaissée au niveau de la zone de retournement. Un peu plus loin, cette clôture cède la place à un merlon mis en place au niveau de l'emplacement « projet de portail » indiqué sur le plan d'exploitation de 2019. Cependant, aucune clôture n'empêche la passage et l'accès à la zone d'exploitation. De la même façon, au-delà du merlon, la clôture n'existe plus (certains poteaux sont encore en place). » Par courrier du 17/12/2020, l'exploitant a indiqué que les clôtures avaient été refaites le 26/11/2020. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les réparations ou mise en place de clôture avaient été effectuées au niveau des zones signalées lors de l'inspection du 20/10/2020. Cependant, il a également été constaté que l'accès à la zone en cours d'exploitation n'était pas clôturé. En regard du lieu-dit La Sauvagère au nord du site, la zone en cours d'exploitation est entourée d'un petit merlon et des panneaux interdisant l'accès et mentionnant les dangers y sont plantés. Cependant, aucune clôture n'empêche l'accès au plan d'eau d'extraction ni aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) la date de l'expédition du déchet ; b) la dénomination usuelle du déchet, le code du déchet, le numéro des bordereaux de suivi de déchets, la quantité de déchet ; c) l'origine du déchet ; d) la raison sociale, numéro SIRET et adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé ; e) la destination du déchet : raison sociale, numéro SIRET et adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié, code du traitement qui va être opéré, qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le registre déchet pour 2021 et 2022. Pour ce qui concerne les déchets dangereux, les différentes informations sont prévues à l'exception de la qualification du traitement final. Pour ce qui concerne les déchets non dangereux, les informations suivantes sont manquantes : code déchet, code du traitement qui va être opéré et qualification du traitement final.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ravitaillement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un rebord et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur un système équivalent. Les eaux ainsi collectées doivent être évacuées comme déchet ou traitées par un décanteur, séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. Le point de collecte et le séparateur doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver pendant cinq ans tous les documents qui justifient l'entretien régulier du séparateur et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le séparateur.</p> <p>Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs.</p>
<p>Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les factures du 04/01/2021 pour le changement du séparateur à hydrocarbures et la réalisation d'une dalle béton.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a constaté que l'aire étanche située entre les deux ateliers a été refaite et prolongée. Un caniveau permet la récupération des eaux ou liquides résiduels. Ces aires étanches sont reliées à un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a indiqué par courriel que le nouveau séparateur à hydrocarbures, installé en fin d'année 2020 n'avait pas fait l'objet d'un nettoyage en 2021. Préalablement à la visite d'inspection, il a transmis le bordereau de suivi de déchet émis pour le nettoyage du séparateur à hydrocarbures réalisé le 01/09/2022 (eaux hydrocarburées, 0,7 tonnes estimées).</p> <p>Deux conducteurs d'engins ont été interrogés. Ils ont confirmé rester sur place lors du remplissage des réservoirs.</p>
Observations : L'exploitant doit faire réaliser le nettoyage du séparateur à hydrocarbures à une fréquence au minimum annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-II
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité s'effectue sur une aire étanche aménagée également pour la récupération des fuites éventuelles. Les eaux de ruissellement sur cette zone sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures.</p>
Constats : L'aire étanche qui a été étendue permet le stationnement des engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Kits anti-pollution dans les engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-VII
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Les engins sont. équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un kit d'intervention dans un engin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Kits anti-pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-III
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose sur le site de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence à l'atelier de matériels d'intervention en cas de pollution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Volume des capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
Constats : La zone de stockage des fûts, bidons, récipients se situe sous un auvent contre l'atelier. Les produits susceptibles de provoquer une pollution des eaux sont sur rétention. Les volumes des rétentions et capacité d'accueillir des récipients sont affichés au-dessus des rétentions. La cuve GNR est stockée à l'extérieur, sur l'aire étanche. Cette cuve est équipée d'une double paroi.
Observations : Sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de l'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 25-III-B
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.
Constats : La cuve GNR est stockée à l'extérieur, sur l'aire étanche. C'est un réservoir équipé d'une double paroi. La cuve n'est pas équipée d'un dispositif ou d'une procédure permettant de contrôler l'étanchéité de la paroi interne.

Observations : A défaut de la mise en place d'un dispositif ou d'une procédure permettant le contrôle de l'étanchéité ou la justification d'une impossibilité technique, la cuve de GNR doit être placée sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entretien des capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cuvettes de rétention doivent être conçues pour résister à l'action physique (poussée...) et chimique (corrosion...) des liquides éventuellement répandus. Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures. Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'écart à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes en cas de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-X
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes à mettre en œuvre en cas de pollution. Ces consignes comprennent notamment l'utilisation de kits anti-pollution, la mise en place d'un barrage flottant et d'un pompage sur le plan d'eau en cas de pollution par les hydrocarbures, la mise en place d'un dispositif d'arrêt du rejet en cas de pollution.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la consigne relative au ravitaillement des engins. En cas de déversement accidentel sur l'aire étanche, il est prévu d'utiliser les kits anti-pollution et les produits absorbants en cas de petites quantités. En grande quantité, la vanne de l'aire étanche doit être fermée. Lors de la visite, deux conducteurs d'engins ont été interrogés. Ils n'avaient pas connaissance de l'existence d'une vanne à fermer. En cas de déversement accidentel lors d'un ravitaillement en bord à bord sur rétention mobile, la consigne prévoit l'utilisation des kits anti-pollution et les produits absorbants en cas de petites quantités. Pour un déversement en grande quantité, la pollution doit être confinée avec des boudins et couvertures absorbants. Les terres et eaux souillées doivent être excavées et évacuées par les filières adéquates.
Observations : L'exploitant doit réaliser une formation des personnels sur le site sur la procédure à mettre en oeuvre en cas de pollution accidentelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance du ruisseau et des plans d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance du ruisseau du Mandit.

Ce programme comporte :

- un suivi annuel du débit et du niveau d'eau (ramené en m NGF) du ruisseau en amont et en aval en période d'étiage,
- un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures) en amont et en aval de la zone d'extraction,
- un suivi tous les trois ans de l'indice IBGN en amont et en aval de la zone d'extraction.

L'exploitant met en place un programme de surveillance du ou des plans d'eau d'extraction.

Ce programme comporte :

- un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures),
- un suivi mensuel du niveau d'eau (ramené en m NGF).

Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport relatif au suivi des eaux du ruisseau du Mandit et du plan d'eau d'extraction - 2021 - IGC Environnement. Les relevés ont été réalisés en septembre 2021 soit en période d'étiage. Ils ont comporté :

- un relevé du débit et du niveau d'eau du ruisseau en amont et en aval du site,
- un relevé du niveau du plan d'eau (le niveau du plan d'eau fait également l'objet d'un relevé mensuel repris dans le rapport),
- la réalisation de prélèvements dans le ruisseau, en amont et en aval, et dans le plan d'eau et la réalisation des analyses prévues par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a également transmis le rapport "Qualité hydrobiologique du ruisseau du Mandit en amont et en aval de la sablière de Vritz" - Execo Environnement - mars 2019. L'indice IBGN montre une qualité biologique médiocre à l'amont et bonne à l'aval. Les indices amont et aval progressent chacun de 2 points par rapport à l'évaluation réalisée en 2012.

Observations : Le suivi de l'indice IBGN doit être renouvelé en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le niveau piézométrique des puits, forage et piézomètres dont la liste figure à l'article 3.2.5 fait l'objet d'une mesure semestrielle (ramenée en m NGF), en hautes eaux et en basses eaux.

A partir de ces mesures, l'exploitant réalise à la même fréquence des cartes piézométriques faisant apparaître les courbes isopièzes. Ces courbes isopièzes intègrent le niveau du ou des plans d'eau d'extraction ainsi que les niveaux en amont et en aval du ruisseau.

Une mesure du paramètre hydrocarbures est réalisée chaque année au niveau de chaque piézomètre.

Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports relatifs au suivi des eaux souterraines pour le 1er semestre 2021, le 2ème semestre 2021 et le 1er semestre 2022 - IGC Environnement.

Les 6 piézomètres implantés autour du site font l'objet d'un relevé semestriel du niveau piézométrique. Tous les puits et forages privés listés dans l'arrêté préfectoral ne font cependant pas l'objet de ce suivi, notamment faute d'autorisation des propriétaires. Cependant, compte-tenu de la densité des piézomètres, il n'est pas retenu une non-conformité à la disposition de l'arrêté préfectoral.

A partir des niveaux piézométriques mesurés, des cartes représentent des courbes isopièzes.

Une analyse du paramètre hydrocarbures a été réalisée le 22/09/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2018, article 3.2.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le plan d'eau d'extraction.

La surveillance des rejets dans le plan d'eau d'extraction porte a minima sur la mesure des paramètres listés à l'article 3.2.4.2 du présent arrêté, la conductivité et le débit selon une fréquence trimestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

La surveillance du rejet d'eau du séparateur à hydrocarbures est réalisée à une fréquence annuelle, avant son nettoyage, et uniquement pour le paramètre hydrocarbures. Le prélèvement est réalisé à la sortie du séparateur à hydrocarbures.

Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental 2022 – Eaux superficielles – 2ème trimestre (IGC Environnement). Ce rapport présente l'historique des mesures réalisées à une fréquence trimestrielle depuis 2019 au niveau du rejet dans le plan d'eau d'extraction. Les résultats sont conformes.

Le rapport présente également les résultats des analyses annuelles réalisées en sortie du séparateur à hydrocarbures. Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer les retombées de poussières dans l'environnement aux emplacements suivants :

- chemin d'accès à la carrière (nord),
- nord-ouest de la plate-forme technique,
- sud-est de la plate-forme technique,
- en limite nord du site, en direction du lieu-dit La Sauvagère,
- en limite nord-est du site, en direction du lieu-dit Bellevue,
- en limite sud du site, en direction du lieu-dit La Loire.

Des mesures des retombées de poussières sont réalisées tous les ans, en période estivale.

Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental 2021 – Mesures des retombées de poussières dans l'environnement (IGC Environnement).

Les mesures ont été réalisées entre le 7 et le 22/09/2021 selon la méthode des plaquettes de dépôt. Les résultats sont au maximum de 64 mg/m²/jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder au moins tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences, en période diurne et nocturne, par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont réalisées pendant les périodes d'extraction et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par Le chantier. Sous réserve de l'accord des propriétaires, les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches de la carrière situées aux lieux-dits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Loire, - La Pipardière, - Villeneuve, - Bellevue.
<p>Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental 2021 – contrôle des niveaux sonores (IGC Environnement).</p> <p>Les mesures de bruit ont été réalisées les 6 et 7/09/2021 selon la méthode d'expertise au niveau des 4 points de mesure prévus.</p> <p>Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émergence.</p> <p>Cependant, les heures de mesures semblent peu pertinentes pour une comparaison entre les mesures en activité et sans activité :</p> <p>En période diurne : mesures vers 20h-21h en activité et vers 18h-19h sans activité.</p> <p>En période nocturne : mesures vers 5h30-6h30 en activité et vers 22h-22h30 sans activité</p> <p>La période diurne ne prend pas en compte les activités de commercialisation.</p>
<p>Observations : Lors des prochaines mesures de bruit, les mesures diurnes de bruit ambiant devront avoir lieu lors d'une période de production défavorable avec les activités d'extraction, de traitement des matériaux et de commercialisation en cours. Les mesures de bruit ambiant et de bruit résiduel en période nocturne devront si possible avoir lieu dans la même période horaire (le matin ou le soir).</p> <p>L'exploitant indique que les dernières mesures de bruit ont été réalisées début septembre 2022 et que la remarque concernant les périodes de mesure ne pourront être prises en compte que pour les mesures qui seront réalisées en 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet